

Le baromètre de la réforme

L'analyse de Jérôme SAINTE-MARIE

Vague de **janvier 2009**

*La note qui suit est préparée pour le compte de **Valeurs Actuelles***

Contact : Jérôme Sainte-Marie - jerome.saintemarie@isama.fr - 06 37 58 08 52

L'action de Nicolas Sarkozy autant appréciée que critiquée

L'action de Nicolas Sarkozy durant le mois écoulé a plu à 49% des Français, mais ils sont aussi nombreux à estimer à l'inverse qu'elle leur a déplu. Cet équilibre des opinions traduit cependant une baisse sensible des opinions favorables par rapport à la mi-décembre (- 5 points). Il n'annule cependant pas le très net rétablissement de l'image présidentielle opérée depuis l'été, dans le contexte de crise que l'on connaît.

Il est très probable que cette évolution résulte largement de l'accumulation de nouvelles économiques inquiétantes, que l'activisme présidentiel ne parvient pas à compenser totalement. Si les chefs d'entreprise et les cadres supérieurs maintiennent un haut niveau de satisfaction à l'égard de Nicolas Sarkozy, on constate une nette dégradation chez les ouvriers, et plus largement chez les jeunes actifs de 25 à 34 ans. A l'inverse, chez les plus jeunes, ceux qui au mois de décembre pouvaient se sentir concernés par l'agitation en milieu scolaire, sont davantage nombreux aujourd'hui à exprimer une opinion favorable.

Surtout, à quelques jours d'une journée de mobilisation syndicale, il convient de noter que 50% des salariés déclarent que l'action présidentielle au cours des semaines écoulées leur a plu. Ceci montre une nouvelle fois l'efficacité politique des déplacements de Nicolas Sarkozy sur certains sites de production et d'un discours critique à l'égard de certaines pratiques du capitalisme financier. Destinées à montrer aux Français que leur Président ne s'interdit rien pour mettre de l'ordre dans le monde des affaires comme pour limiter les conséquences sociales de la tempête économique en cours, ces initiatives spectaculaires évitent que la préoccupation de l'opinion pour l'emploi et le pouvoir d'achat se transforme en rejet du pouvoir politique.

Les mises en demeure aux milieux d'affaires plébiscitées

L'exigence présidentielle d'un renoncement des banquiers à leurs primes en 2008, les fameux bonus, emporte l'adhésion massive et enthousiaste des Français. Qu'ils soient de gauche – 66% d'entre eux pensent que Nicolas Sarkozy a, sur ce point, « tout à fait raison » - ou bien de droite – 77% sont du même avis. Il n'y a plus ici de clivages idéologiques, les libéraux et les interventionnistes partageant le même désir de sanctions face à des acteurs économiques jugés défaillants.

Si l'approbation majoritaire des Français face à une telle démarche de Nicolas Sarkozy était fort probable, l'intensité du soutien reçu de toutes parts souligne l'importance du gain politique réalisé à cette occasion.

Une telle mise en demeure produit cependant une dynamique d'opinion qu'il ne sera peut-être pas facile à maîtriser. Ainsi, 67% des Français considèrent que le gouvernement de François Fillon devrait exiger davantage de contreparties sociales aux secteurs industriels, tels l'automobile, auxquels il accorde des aides publiques. Ce sentiment est partout majoritaire, y compris à l'UMP (57%), même si 38% des sympathisants de cette formation considèrent qu'il leur demande « ce qu'il faut », et 5% « trop ».

Les socialistes en panne de crédibilité économique dans l'opinion

Le Parti socialiste a retrouvé sa combativité, mais peine toujours à apparaître crédible aux Français en matière d'action économique. Seuls 42% d'entre eux – et 38% de ceux n'exprimant aucune préférence partisane – juge que si la gauche était au pouvoir, elle ferait « plutôt mieux » que la droite en ce qui concerne le sujet économique du jour, c'est-à-dire le « plan de relance ». Si les ouvriers et employés sont partagés sur ce point (46% pensent qu'elle ferait mieux, 47% moins bien), les membres de CSP+, y compris les cadres moyens et les techniciens, jugent très majoritairement que la gauche ferait « moins bien » que la droite (60%). La multiplication des initiatives de Nicolas Sarkozy trouve ici une autre justification, celle d'empêcher l'émergence d'une parole alternative en matière économique, malgré les récents efforts du Parti socialiste, tels la présentation de son propre « plan de relance ».

A l'évidence, le volontarisme actuel de l'exécutif en matière économique et social lui permet de remporter des succès tactiques impressionnants dans l'opinion. Le contraste est ainsi total avec la situation d'il y a tout juste un an, lorsque les Français eurent le sentiment que le Président de la République se désintéressait quelque peu de leurs préoccupations. Pour nécessaire qu'elle soit au maintien de la cohésion nationale dans l'épreuve, la démarche de Nicolas Sarkozy accroît le niveau d'attentes économiques des Français à l'égard du pouvoir politique, ce qui, à l'orée d'une crise annoncée, constitue un redoutable défi.

Jérôme Sainte-Marie